

## Monitoring de protection dans le contexte des élections en République centrafricaine (RCA)

Du 15 décembre 2021 au 15 janvier 2021

### Méthodologie

Dans le contexte de crise liée aux élections en RCA, l'approche communautaire du monitoring du HCR a consisté en la collecte et la documentation des incidents de protection par le biais de relais communautaires et d'informateurs clés vivant au sein même des communautés. Dans le cadre de la mise en place de son plan de contingence régional relatif aux élections en RCA, le HCR a actualisé la cartographie des relais communautaires et informateurs clés répartis sur le territoire en collaboration avec ses partenaires de mise en œuvre du monitoring de protection. Un outil de collecte spécifique a également été introduit afin de permettre la fluidité de la remontée d'information depuis les communautés jusqu'à la Représentation à Bangui via les différents bureaux de terrain et d'assurer la qualité des données. En raison du contexte sécuritaire actuel, le monitoring de protection s'est beaucoup fait à distance à travers des canaux de communication maintenus avec les relais communautaires, souvent impactés eux-mêmes par la situation. En collaboration avec ses partenaires de mise en œuvre en place, ainsi que via le partage régulier d'informations avec les autres agences et acteurs de protection en RCA, le HCR a pu documenter de nombreux incidents de protection qui semblent indiquer que la situation de protection en RCA s'est détériorée dans le contexte des élections.

### Analyse de la situation de protection

#### Accès humanitaire

Le regain d'activisme des groupes armés à l'approche des élections, la formation de nouvelles coalitions, l'extension de leur présence sur le territoire ainsi que leurs mouvements constants ont fortement restreint l'accès humanitaire au cours du mois écoulé et limité les capacités de réponse et d'intervention des acteurs humanitaires. La situation sécuritaire particulièrement dégradée a été accompagnée par une recrudescence des attaques contre les acteurs humanitaires et leurs bases logistiques<sup>1</sup>, ainsi que des limitations sur leurs mouvements. L'arrivée dans le conflit de nouveaux acteurs soulève aussi des inquiétudes quant au respect des règles d'engagement sous le droit humanitaire international et le droit international des droits humains. Ce contexte opérationnel nouveau, complexe et mouvant pose ainsi des limites à la capacité d'évaluer la situation humanitaire et de déployer les réponses requises.

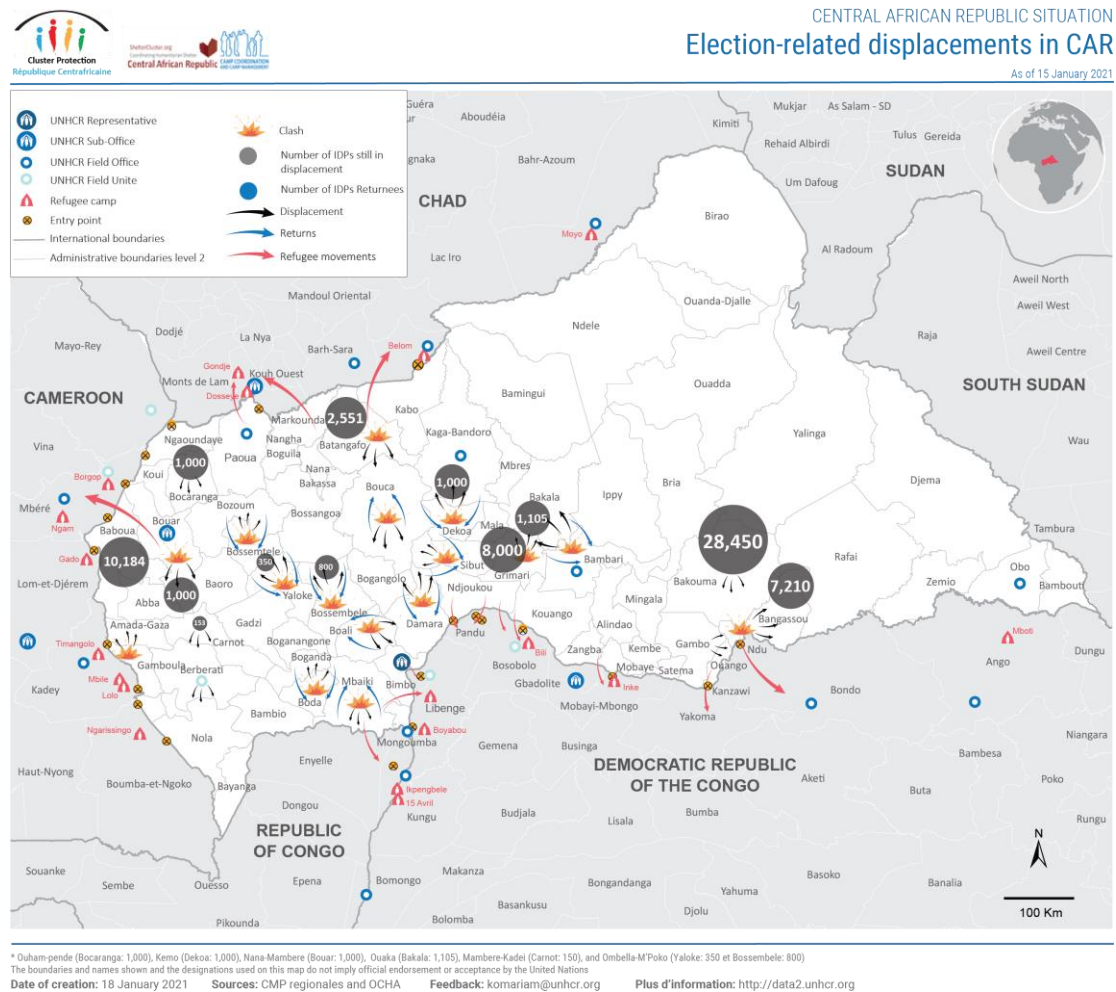
#### Assistance

En effet, cette situation sécuritaire a eu un impact considérable sur la population civile. Les mouvements constants des groupes armés ont entraîné de nombreux déplacements de population. Pour éviter les affrontements, la population a fui, souvent de manière préventive, vers la brousse, les sites de déplacés, ou les pays voisins en

<sup>1</sup> OCHA RCA, Aperçu des incidents ayant touché les travailleurs humanitaires, jan-déc. 2020.

quête de protection. La plupart des personnes en situation de déplacement (85%)<sup>2</sup> sont accueillies par des familles d'accueil, tandis que d'autres cherchent un abri sous des tentes de fortune ou dorment à ciel ouvert. Ces personnes déplacées arrivent avec peu ou pas d'effets personnels et se retrouvent démunies laissant une large proportion de la population civile dans un besoin urgent d'assistance, notamment en termes de soins de santé, nourriture, abri et articles non-alimentaires.

## Déplacements de population



En réaction à l'insécurité et à la violence dans de nombreuses localités du pays, au moins 175.000 personnes, réparties sur l'ensemble du territoire, ont fui en brousse et sur de multiples sites et lieux de regroupement depuis le 15 décembre 2020, principalement à titre préventif. Néanmoins, il convient de noter que des mouvements de retour ont également été observés, notamment à Gamboula (Mambéré-Kadei), Bossembélé (Ombella M'Poko) ou encore Mbata (Lobaye) sur la base des rapports par le HCR. Ainsi, environ deux-tiers des personnes déplacées seraient déjà retournées sur leur lieu de résidence, mais près de 62.000 personnes seraient toujours déplacées. En raison du manque d'accès à ces populations, et du fait que la majorité des personnes déplacées sont accueillies dans des familles d'accueil ou se cachent en brousse, la plupart des chiffres communiqués sur les déplacements internes sont des estimations, basées sur le monitoring à distance de la situation, par différents acteurs

<sup>2</sup> Source: CMP régionales et OCHA au 10 janvier 2021.

humanitaires. Néanmoins, dans certaines localités, les acteurs humanitaires locaux ont pu procéder au profilage des personnes vivant sur sites comme ce fut le cas à Bouar, où au 10 janvier 2021, la CMP régionale de Bouar (Nana-Mambéré), après une descente sur le terrain de certains de ses membres, a rapporté que plus de 5.500 nouveaux déplacés internes avaient trouvé refuge sur six lieux de regroupement.

Lors des entretiens de protection menés par le HCR dans les pays limitrophes qui ont reçu un afflux suite à la crise, les réfugiés ont eux aussi indiqué qu'ils fuyaient pour beaucoup de manière préventive de peur d'une répétition des violences vécues par le passé. Beaucoup ont mentionné leur peur des groupes armés se trouvant dans leur localité et ont mentionné, entre autres, des clashes entre groupes armés GSAU et GIM, comme c'est le cas pour les personnes qui ont trouvé refuge au Tchad. De nombreux réfugiés ont présenté leur carte d'électeur comme document d'identification.

En raison de la situation sécuritaire instable et des affrontements en cours, il faut s'attendre à de nouveaux déplacements préventifs dans plusieurs préfectures, telles que la Ouaka, le Mbomou, la Nana-Mambéré ou la Lobaye avec toutefois des retours qui pourraient être assez rapides comme cela est le cas depuis le début de la crise.

### Situation de protection

Fin novembre 2021, dans le cadre de l'adoption du plan de contingence régional pour la situation en RCA, le HCR a envisagé que la RCA pourrait voir, à l'approche des élections, une dégradation de la situation de protection existante, accompagnée d'une augmentation des zones de tensions avec une réduction de l'accès humanitaire aux populations affectées. Par ailleurs, il été envisagé que cette dégradation de la situation de protection puisse être accompagnée de mouvements de population localisés dans les zones de tensions et d'affrontements. La nouvelle alliance des groupes armés et leur positionnement autour de zones stratégiques ont effectivement mené à l'émergence de nouveaux « hotspots ». L'impunité accrue a aussi contribué à alimenter la violence dans de nombreuses localités et les incidents de protection liés à la présence et aux activités des groupes armés. Enfin, depuis la mi-décembre 2020, le HCR a reçu des rapports de monitoring réguliers indiquant que les tendances existantes en matière d'incidents de protection ont été accentuées.

Ainsi, à mesure que les groupes armés ont progressé vers Bangui par le biais des couloirs de transhumance, une **recrudescence de violence impliquant les transhumants armés** a été rapportée par les relais communautaires. Ce fut le cas, notamment, à Ndomété où des échanges de tirs entre GMO et autochtones ont entraîné des déplacements de la population qui craignait de nouvelles incursions et attaques dans la Nana-Gribizi.

De même, les femmes et les filles ont été exposées à un risque accru de **violence sexuelle**, surtout lorsqu'elles se trouvent en brousse, comme l'indiquent plusieurs signalements reçus par le HCR de viols (y compris des viols collectifs) à Bocaranga, Ngaoundaye ou encore à Dékoa.

En outre, le HCR et ses partenaires en RCA ont recueilli des informations concordantes indiquant une hausse importante d'**abus commis par les groupes armés contre la population civile**. Des pillages massifs de nourriture et d'articles non alimentaires ont été constatés, par exemple, à Baoro, Bakouma ou encore Bria au passage des groupes armés. Par ailleurs les bases humanitaires n'ont pas été épargnées impactant davantage la capacité d'assister les populations affectées.

Le HCR a également reçu plusieurs rapports signalant des **cas de viols** commis par des éléments armés contre des personnes déplacées. Plusieurs cas de viols collectifs ont ainsi été rapportés dans et aux abords des lieux de

regroupements situés sur l'axe Bambari-Grimari et à Bouar. Des réfugiées au Cameroun notamment ont également fait rapport de cas de viols subis avant d'avoir pu prendre la fuite.

Les cas de  **vols, braquages à main armée et taxations illégales**  se sont intensifiés, notamment dans les localités sous contrôle des groupes armés. Les rapports du monitoring du HCR indiquent de nombreux incidents de protection faisant état du braquage de véhicules par des hommes en armes, comme à Zawa, sur l'axe Yalinga-Irabanda ou encore à Kabo. De même, les populations civiles subissent des taxations illégales comme cela a été le cas, par exemple, à Markounda et aux abords des checkpoints de Baboua, de Boria et de Bangassou.

Dans le contexte des élections, de nouvelles  **violations du caractère civil et humanitaire des sites de déplacés**  de Bria (PK3) et de Bambari (Elevage, PK8, Aviation) ont été documentées. Cette concentration d'hommes armés sur les sites de déplacés constitue un grave risque de protection, y compris de recrutements forcés, pour les personnes qui y ont cherché refuge. Ces derniers ont vu leur liberté de mouvement impactée et ont subi des violations de leurs droits, telles que des atteintes à leur intégrité physique ou encore des extorsions de biens. De même, le HCR a été informé des menaces et pressions imposées par des éléments armés sur un large groupe de déplacés installés à Bouca, ce qui a engendré leur déplacement forcé vers Batangafo, leur localité d'origine.

Enfin, le HCR a reçu un certain nombre de rapports concordants indiquant des  **actes de représailles**  par les groupes armés contre certains membres de la population en conséquence de l'exercice de leur droit de vote, surtout dans les préfectures dans lesquels les groupes armés avait donné l'ordre de ne pas voter telles la Haute-Kotto, le Mbomou ou encore le Haut-Mbomou. Des attaques ciblées contre des électeurs ont notamment été attribuées à des éléments GSAF, GBK et GSAU qui, selon plusieurs sources, auraient tiré sur des électeurs à Bria, causant de graves blessures et même des décès. De plus, des civils auraient reçu des menaces de mort à Bozoum et certaines personnes à Bria auraient été agressées physiquement à la suite de leur participation aux élections.

La situation sécuritaire demeure volatile sur l'ensemble du territoire et il faut s'attendre à de nouveaux déplacements de population préventifs et de nouveaux incidents de protection en conséquence notamment des déplacements des groupes armés à venir. Le scénario le plus probable reflété dans le plan de contingence régional du HCR reste pertinent et l'assistance aux populations touchées doit être organisée dans un contexte difficile où la situation sécuritaire a considérablement réduit l'accès humanitaire.

### CONTACTS

**Fadela Novak-Irons**, Deputy Representative (Protection),  
[novakfa@unhcr.org](mailto:novakfa@unhcr.org), Tel: +236 72 09 99 92

**Charlotte Hubert**, Associate Community-Based Protection Officer,  
[hubert@unhcr.org](mailto:hubert@unhcr.org), Tel: +236 72 22 44 53